

ONU 
environnement

Programme des Nations Unies
pour l'environnement



Plan d'Action pour la Méditerranée
Convention de Barcelone



Rapport d'Activités du Plan Bleu 2016



Sommaire

INTRODUCTION	2
ACTIVITÉS CONDUITES EN 2016	4
Observer l'environnement et le développement pour éclairer les décideurs	4
RED 2019 – Vers un nouveau rapport sur l'environnement et le développement en Méditerranée	4
La Méditerranée s'unit face aux défis de l'information sur la biodiversité	4
Fonction « Observatoire Méditerranéen de l'Environnement et du Développement Durable »	5
SEIS, Système d'information partagée sur l'environnement / Initiative Horizon 2020	5
ECAP, Approche écosystémique	6
Dessiner des futurs possibles pour le développement durable	7
MED 2050 – Vers un nouvel exercice de prospective méditerranéen	7
Suivre la mise en oeuvre de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable	8
Mécanisme simplifié d'examen par les pairs (SIMPEER) des stratégies nationales de développement durable (SNDD)	8
Indicateurs / Tableau de bord de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable (SMDD) 2016-2025	9
Intégrer le changement climatique comme une priorité	10
MedCop Climat	10
COP22 - 22ème Session de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques	10
Zones côtières et adaptation au changement climatique	11
Construire une Interface Science Politique sur les changements climatiques et environnementaux en Méditerranée	12
MED-ESCWET (Evaluation économique des services écologiques rendus par les zones humides dans le cadre du changement climatique)	13
Accompagner la transition vers une économie verte et bleue	14
Projet « Initiative pour une économie bleue et durable en Méditerranée occidentale »	14
Soutenir « une économie bleue pour une Méditerranée en bonne santé »	15
ActionMed (intégration régionale des programmes de surveillance de l'environnement marin)	15
InnoBlueGrowth (innovation appliquée à la croissance bleue)	16
Apporter un éclairage socio-économique pour une gestion appropriée des ressources méditerranéennes	17
Relance des activités « Tourisme et durabilité »	17
BleuTourMed - Tourisme durable maritime et côtier dans la région méditerranéenne	17
Projet « Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux »	18
Cinquième Semaine Forestière Méditerranéenne	19
Etat des forêts méditerranéennes - 2ème Edition	20
PANACeA (initiative de rationalisation en matière d'efforts de gestion dans les aires protégées)	21
Mise en œuvre de partenariats public-privé pour la gestion des aires protégées en Méditerranée	22
COMMUNICATION	23
Principaux Événements	23
Principales publications	24
RESSOURCES DU PLAN BLEU	26
L'équipe en 2016	26
Informations financières	27
GLOSSAIRE	28

Introduction

En 2016, la COP 22 Climat à Marrakech et la COP 19 de la Convention de Barcelone qui a vu l'adoption de la nouvelle stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD 2016-2025) portée par le Plan Bleu ont constitué les événements marquants d'une actualité méditerranéenne toujours profondément affectée par les questions migratoires et les écarts de richesse entre les pays riverains.

Dans ce contexte, il est important d'insister sur la mise en œuvre des accords internationaux existants (traités, conventions, protocoles, amendements, y compris la Convention de Barcelone et ses Protocoles, et les Conventions mondiales majeures et leurs textes accompagnateurs) et des engagements internationaux (Aichi, Agenda 2030 des Nations-Unies) et la mise en œuvre aux niveaux régional, sub-régional et national des Objectifs de développement durable (ODD).

Le Plan Bleu contribue à sa mesure à ces objectifs puisque l'une de ses missions principales est de fournir aux Parties contractantes à la Convention de Barcelone des données, des statistiques, des indicateurs et des évaluations concernant l'environnement et le développement durable pour les aider à étayer leurs actions et leur processus décisionnel.

En 2016, le Plan Bleu a souhaité renforcer cette fonction en restructurant et en redynamisant son système d'information géographique ainsi que la collecte, le traitement et la diffusion des données et indicateurs notamment pour le tableau de bord de la SMDD 2016-2025.

Le projet SEIS (Système d'information partagée sur l'environnement / Initiative Horizon 2020) s'inscrit dans la perspective d'extension du système d'information partagée sur l'environnement européen aux pays méditerranéens et en particulier aux pays partenaires de la PEV Sud (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine et Tunisie) en s'attachant aux priorités de l'initiative "Horizon 2020" qui vise à réduire la pollution en Méditerranée à l'horizon 2020. Ce projet financé par l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) est mis en œuvre conjointement par l'AEE (Agence Européenne de l'Environnement) et le PNUE/PAM avec le concours du Plan Bleu.

Un tel système d'information ne peut certes se concevoir sans un programme de surveillance de l'environnement et d'évaluation intégrée (IMPA) qui repose sur l'approche écosystémique (EcAp) et sur le « renforcement de l'interface entre science et politique » dont l'animation a été confiée au Plan Bleu par le PNUE/PAM.

Le constat est qu'en effet une fraction faible des connaissances scientifiques pertinentes sont effectivement utilisées pour la gestion des milieux ou pour l'élaboration des évaluations du type « rapport sur l'état de l'environnement et du développement ».

Aux fins de dessiner des futurs possibles pour le développement durable en Méditerranée et sous l'égide du PNUE/PAM, le Plan Bleu a lancé en 2016 un processus de préparation d'un nouveau chantier prospectif sur l'environnement et le développement, à priori à l'horizon 2050 (MED 2050) répondant en cela à une de ses missions fondatrices. La réalisation de ce nouvel exercice de prospective est prévue pour les deux prochaines périodes de programmation 2018-2019 et 2020-2021.

L'adoption de la SMDD 2016-2025 et à la réforme de la CMDD ont débouché sur un mécanisme simplifié d'« examen par les pairs » (SIMPEER) des stratégies nationales de développement durable de façon à engager un dialogue entre pays méditerranéens sur les structures et processus nationaux relatifs au développement durable. Le SIMPEER contribue aussi à la mise en œuvre et au suivi de la SMDD 2016-2025, déclinaison régionale de l'Agenda 2030 et des ODD.

LE PLAN BLEU

Observatoire méditerranéen
de l'Environnement et du
Développement Durable

Centre d'Activités Régionales du
Plan d'Action pour la Méditerranée

Le Plan Bleu produit des études ainsi que des scénarios pour l'avenir, afin de sensibiliser les acteurs et les décideurs méditerranéens sur les questions d'environnement et de développement durable de la région.

Implanté à Sophia Antipolis et à Marseille, le Plan Bleu est géré par une association de droit français (loi 1901). Les activités sont menées par une équipe d'une quinzaine de personnes, appuyées par des experts méditerranéens et validées par les points focaux des pays.

Le financement est assuré par les pays méditerranéens et l'Union européenne, ainsi que par une dotation du ministère français de l'Environnement et des contributions aux travaux et projets communs, fournies par diverses institutions et partenaires.

Nos missions :

- Observer l'environnement et le développement pour éclairer les décideurs,
- Dessiner des futurs possibles pour le développement durable,
- Suivre la mise en œuvre de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable,
- Intégrer le changement climatique comme une priorité,
- Accompagner la transition vers une économie verte et bleue,
- Apporter un éclairage socio-économique pour une gestion appropriée des ressources méditerranéennes.

Le Plan Bleu a été présent sur le thème du changement climatique à la « MedCop Climat » (Tanger juillet 2016) destinée à promouvoir les synergies entre les différents acteurs de la Méditerranée engagés dans la lutte contre le changement climatique et, en continuité, a animé des événements à la COP22 à Marrakech.

Il est également acteur de l'initiative MedECC « Vers un groupe d'experts sur les changements climatiques et environnementaux en Méditerranée » qui vise plus spécifiquement la relation déterminante entre science et politique.

Enfin, les activités du projet Med-ESCWET (Evaluation économique des services écologiques rendus par les zones humides dans le cadre du changement climatique) démarré en 2014 par le Plan Bleu en partenariat avec la Tour du Valat, se sont achevées en 2016. Ce projet co-financé par la fondation Prince Albert II de Monaco et la Fondation Mava donnera lieu à une publication en 2017.

La gestion des forêts, sujet sensible en Méditerranée, est pris en compte par le Plan Bleu et le Comité *Silva Mediterranea* de la FAO qui souhaitent publier régulièrement un manuel de référence sur l'état des forêts méditerranéennes pour répondre au manque de données et pour fournir une base solide pour la gestion des forêts méditerranéennes à l'avenir. Cet ouvrage en cours de préparation est programmé pour 2018.

En 2016, le Plan Bleu a poursuivi avec ses partenaires (CAR/PAP et CAR/CPD) la mise en œuvre du projet concernant « la mesure, le suivi et la promotion d'une économie écologiquement durable dans la région méditerranéenne » financé par la Fondation MAVA depuis 2015. Un des moteurs de l'économie bleue, le tourisme, a fait l'objet d'une contribution importante du Plan Bleu qui a défini ce que pourraient être des lignes directrices pour un tourisme durable en Méditerranée.

Je voudrais saluer l'action d'Anne-France Didier à la tête du Plan bleu en 2016. Sa mise à disposition n'ayant pu être reconduite pour des raisons administratives, j'ai décidé de nommer M. Jean-Pierre Giraud secrétaire général délégué et d'associer étroitement le bureau à la gouvernance de notre institution jusqu'au recrutement au poste de direction courant 2017.

Grâce à la compétence et la motivation de son équipe, le Plan Bleu, qui fêtera l'année prochaine ses 40 ans d'existence, continue d'être un acteur essentiel du développement durable en Méditerranée.

Thierry Lavoux
Président

Principaux partenaires



Activités conduites en 2016

OBSERVER L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT POUR ÉCLAIRER LES DÉCIDEURS

RED 2019 – Vers un nouveau rapport sur l'environnement et le développement en Méditerranée

Dans le cadre de sa fonction d'observatoire de l'environnement et du développement durable en Méditerranée, le Plan Bleu a lancé en 2016 les premières étapes de préparation au développement d'un nouveau rapport sur l'environnement et le développement en Méditerranée (RED 2019). Le Plan Bleu travaille notamment sur une feuille de route pour la préparation du RED 2019 qui sera finalisée en 2017.

La réalisation du RED 2019 est actuellement prévue pour la période 2017-2019 avec une publication du rapport début 2020.

La Méditerranée s'unit face aux défis de l'information sur la biodiversité

Le Plan Bleu a relancé son partenariat avec le Centre pour la coopération méditerranéenne de l'IUCN (IUCN-Med) pour échanger sur la façon de coopérer dans le domaine des données de la biodiversité et de l'information dans la région.

Deux réunions ont eu lieu, une première dans les locaux de l'IUCN à Malaga en Juin 2016 et une seconde dans les locaux du Plan Bleu en Décembre 2016. Lors de cette dernière réunion la Tour du Valat a été invitée.

Ce groupe de réflexion a discuté de la manière d'obtenir des informations plus intégrées et plus efficaces pour développer un état et des tendances de la biodiversité en Méditerranée afin d'influencer les décideurs sur l'importance de préserver la biodiversité.

Les discussions ont porté sur la manière dont chaque organisation peut contribuer avec ses ressources, son mandat et son expertise à une amélioration du partage d'informations et une meilleure collaboration pour les activités à venir (rapport sur l'état de l'environnement et du développement en Méditerranée, suivi de la SMDD, etc.)

Cette coopération se poursuivra au cours des prochains mois sur la définition des objectifs et la stratégie d'une collaboration rapprochée pour la biodiversité en Méditerranée.

Partenaires : IUCN-Med, Tour du Valat



Fonction « Observatoire Méditerranéen de l'Environnement et du Développement Durable »

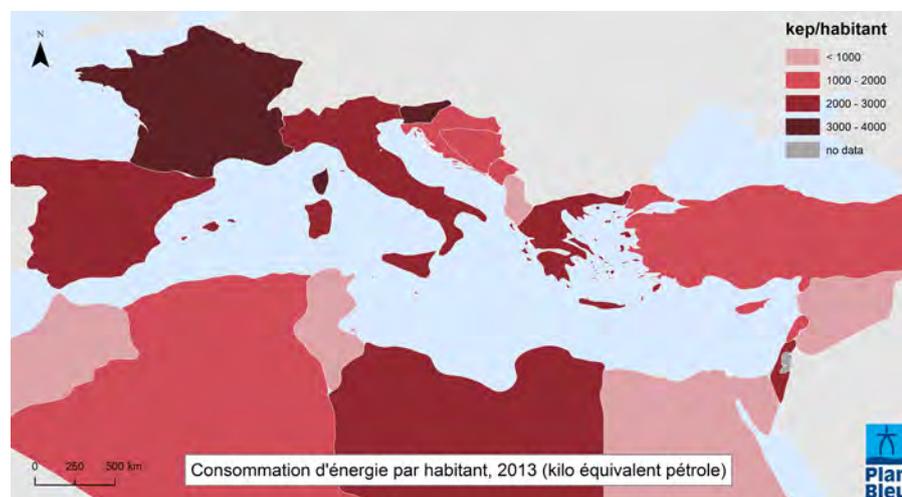
L'une des principales missions du Plan Bleu est de fournir aux Parties contractantes à la Convention de Barcelone des données, statistiques, indicateurs et évaluations concernant l'environnement et le développement durable leur permettant d'étayer leurs actions et leur processus décisionnel.

En 2016, le Plan Bleu a souhaité renforcer cette fonction en restructurant et en redynamisant son système d'information géographique ainsi que la collecte, le traitement et la diffusion des données et indicateurs notamment pour le tableau de bord de la SMDD 2016-2025.

Le renforcement de cette fonction est indispensable pour les prochaines publications du Plan Bleu, dont l'Etat de l'Environnement et du Développement prévu en 2019 et l'exercice de prospective MED2050 prévu en 2021.

Un site web spécifique à cette fonction « Observatoire » du Plan Bleu est en cours de développement pour publier les cartes, fiches et recueils de fiches qui seront réalisés pour la SMDD 2016-2025 mais aussi pour d'autres produits/publications du Plan Bleu.

Un prototype de ce site sera mis en ligne en mars 2017 puis amélioré/adapté dans les prochains mois.



Source : IEA Statistics © OECD/IEA 2014

SEIS, Système d'information partagée sur l'environnement / Initiative Horizon 2020

Le projet SEIS en Méditerranée vise à étendre le système d'information partagée sur l'environnement (SEIS) européen aux pays méditerranéens et en particulier aux pays partenaires de la PEV Sud (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine et Tunisie). Ceci dans un premier temps sur les priorités de l'initiative "Horizon 2020" de dépollution de la Méditerranée d'ici 2020.

Ce projet financé par l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) est mis en œuvre conjointement par l'AEE (Agence Européenne de l'Environnement) et le PNUE/PAM avec le support du Plan Bleu en s'appuyant sur 3 piliers :

- contenu (données et indicateurs),
- infrastructure (systèmes d'information),
- gouvernance (participation des institutions nationales).

Une première phase 2013-2014 a abouti à la publication de l'évaluation à mi-parcours de l'initiative Horizon 2020 : « Rapport horizon 2020 sur la Méditerranée : vers des systèmes d'information partagés sur l'environnement ».

En 2016, le Plan Bleu a contribué à la définition de la deuxième phase (2016-2019) dans laquelle ses activités vont se concentrer en 2017-2019 sur les aspects « indicateurs » notamment sur les problématiques des déchets afin de contribuer à l'évaluation de l'initiative Horizon 2020.

Partenaires : AEE, PNUE/PAM



ECAP, Approche écosystémique



© Michel Floch

Par la décision IG.17 / 6, les parties contractantes à la Convention de Barcelone se sont engagées à appliquer progressivement l'approche écosystémique (EcAp) à la gestion des activités humaines selon une feuille de route en plusieurs étapes, dont l'évaluation initiale, la révision du programme de surveillance de l'environnement (monitoring) et la mise en œuvre de programmes de mesures visant à terme à atteindre le Bon Etat Ecologique (BEE) des écosystèmes marins et côtiers méditerranéens. La COP 21 a adopté le programme de surveillance et d'évaluation intégrée (IMAP). Le projet EcAp MEDII 2015-2018, conduit par le PNUE/PAM avec le soutien des composantes, a pour objectif d'aider les pays de la rive sud à mettre en œuvre IMAP.

Le Plan Bleu a la responsabilité d'animer le volet « **Renforcement de l'interface entre science et politique (ISP)** » (cf. objectifs ci-contre) pour favoriser les échanges d'informations entre scientifiques et gestionnaires de l'environnement. Partant du constat qu'une fraction faible des connaissances scientifiques pertinentes sont effectivement utilisées pour la gestion, les activités prévues sont les suivantes :

- A partir de l'identification des principaux manques de connaissances scientifiques pour la mise en œuvre d'IMAP, organiser des ateliers scientifiques régionaux rassemblant scientifiques et gestionnaires sur des questions prédéfinies concernant la mise en œuvre d'EcAp ;
- Favoriser la prise en compte des résultats scientifiques pertinents pour l'élaboration des documents EcAp, en particulier pour le Rapport sur l'état de la qualité de l'environnement de la Méditerranée (QSR 2017) ;
- Poursuivre l'action par l'élaboration de supports de communication ciblés, pour un meilleur partage de connaissances et un apport scientifique spécifique au développement de travaux nationaux (plans de surveillance et de mise en œuvre) et à l'élaboration de politiques infra-régionales et régionales.

L'année 2016 a vu l'organisation de deux ateliers thématiques :

- [Atelier de renforcement de l'ISP pour la mise en œuvre d'IMAP avec un zoom sur le thème des contaminants et de l'eutrophisation](#), Marseille, 20-21 octobre 2016, co-organisé avec MEDPOL et rassemblant des experts scientifiques choisis par le Plan Bleu et les représentants désignés par les Parties contractantes au Groupe de Monitoring « pollution ». Les débats ont porté sur les programmes de surveillance et de mesures qui contribuent à la réalisation de l'atteinte du BEE et les solutions pour combler les lacunes scientifiques dans ces domaines. 14 besoins majeurs en matière d'eutrophisation et 16 besoins concernant les contaminants ont été présentés et discutés.
- [Atelier de renforcement de l'ISP dans le domaine des Aires Marines Protégées \(AMP\) et de la biodiversité marine en Méditerranée](#), Tanger, Maroc, 28 novembre 2016, co-organisé avec MedPAN et le CAR-ASP lors du Forum 2016 des AMP en Méditerranée. Les besoins en matière de recherche scientifique concernant les objectifs écologiques d'EcAp relatifs à la biodiversité ont été identifiés et discutés. L'intérêt du renforcement de l'interface science-politique dans ce domaine est inscrit dans la Déclaration de Tanger 2016 approuvée par les délégués à l'issue du Forum.

L'atelier suivant, organisé à Madrid le 2 mars 2017, porte sur un thème transversal, l'approche basée sur le risque (ABR) pour le développement de la surveillance du milieu marin et côtier. L'objectif principal de l'atelier est de discuter entre scientifiques et gestionnaires de l'intérêt de cette approche pour optimiser, en particulier du point de vue coût-efficacité, les stratégies nationales de surveillance marine et côtière en définissant des priorités sur les risques et les stratégies de surveillance.

Partenaire : PNUE/PAM

CHIFFRES-CLES

Durée du projet : 4 ans (2015-2018)

Budget : 284 K €

Objectifs du renforcement de l'interface Science-Politique :

- Rappeler que la science joue un rôle central pour le développement et la mise en œuvre de politiques environnementales. En effet, il est nécessaire de comprendre l'environnement et ses évolutions pour élaborer des politiques environnementales pertinentes et adaptatives.
- Permettre aux politiques environnementales d'être fondées sur des connaissances scientifiques solides pour être plus robustes et engendrer plus d'acceptation et de légitimité des interventions publiques.
- Faire que la science soit plus orientée vers l'action, en réponse à des demandes sociétales et politiques précises et dépasser les contraintes (qui sont de différentes natures : visions différentes, incompréhensions liées à la sémantique et à la terminologie,..) qui limitent l'efficacité des échanges entre les scientifiques et les décideurs.
- Renforcer la « gouvernance environnementale marine et côtière » dans un contexte de multiplicité d'acteurs prenant en compte aussi la société- et les marchés
- Coordonner et orienter sur des besoins de gestion concrets les collaborations entre les communautés scientifiques et la coopération entre les scientifiques et les décideurs aux niveaux national et régional.

DESSINER DES FUTURS POSSIBLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

MED 2050 – Vers un nouvel exercice de prospective méditerranéen

Dans le cadre de sa mission de dessiner des futurs possibles pour le développement durable en Méditerranée et sous l'égide du PNUE/PAM, le Plan Bleu a lancé en 2016 un processus de préparation d'un nouveau chantier prospectif sur l'environnement et le développement, à priori à l'horizon 2050 (MED 2050).

Après un atelier initial avec le bureau du Plan Bleu en septembre 2016, le Plan Bleu a co-organisé avec l'IPEMED un [atelier de brainstorming](#) qui a réuni une vingtaine d'experts de la prospective méditerranéenne à Paris le 5 décembre 2016. Ces deux ateliers ont permis d'identifier de premiers éléments pour le développement d'une feuille de route vers un nouvel exercice de prospective méditerranéenne. Afin de cadrer davantage cette feuille de route en construction, le Plan Bleu a lancé fin 2016 une étude de benchmarking d'exercices prospectifs existants sur l'environnement et le développement en Méditerranée qui sera achevée à la fin du premier trimestre 2017.

La réalisation de ce nouvel exercice de prospective est prévue pour les deux périodes de programmation 2018-2019 et 2020-2021.



Atelier de brainstorming,
Paris, 5 décembre 2016



SUIVRE LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE MÉDITERRANÉENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Mécanisme simplifié d'examen par les pairs (SIMPEER) des stratégies nationales de développement durable (SNDD)

Faisant suite à l'adoption de la SMDD 2016-2025 et à la réforme de la CMDD (Décisions IG.22/02 et 22/17, COP19, Athènes, Grèce, février 2016), basé sur un principe volontaire de participation à parts égales, le SIMPEER vise à engager un dialogue entre pays méditerranéens sur les structures et processus nationaux relatifs au développement durable.

Ce cadre d'apprentissage et d'amélioration mutuels cherche à établir – à partir d'une méthodologie convenue lors de la 1ère réunion technique le 18 octobre 2016 à Barcelone, Espagne – l'échange d'expériences, de politiques et de bonnes pratiques sur la mise en œuvre du développement durable à l'échelle nationale. Le SIMPEER contribue aussi à la mise en œuvre et au suivi de la SMDD 2016-2025, déclinaison régionale de l'Agenda 2030 et des ODD.

A partir de l'analyse des mécanismes existants d'examen par les pairs, la méthodologie du SIMPEER prévoit les trois phases suivantes :

1. Une phase préparatoire de synthèse des documents – stratégiques, réglementaires, législatifs, institutionnels, etc. – fournis par les pays volontaires. Au cours de cette phase, un questionnaire est complété par les correspondants nationaux et une fiche signalétique pays est réalisée par l'équipe projet composée de trois experts indépendants.
2. Une phase de consultation au cours de laquelle l'équipe projet réalise des missions dans les pays volontaires pour rencontrer des décideurs et acteurs nationaux impliqués dans la mise en œuvre des SNDD. A partir d'entretiens et de réunions plénières, cette phase conduit à l'élaboration, sur la base du rapport de mission, d'un rapport national provisoire pour qu'il soit soumis aux pays pairs en vue de la Réunion d'examen par les pairs.
3. Une phase d'examen au cœur du processus : les rapports nationaux élaborés au cours de la phase précédente sont partagés par les pays. Ces rapports constituent les documents de discussion de la Réunion d'examen par les pairs, programmée le 27 avril 2017 à Nice, France. Cette phase doit déboucher sur la finalisation des rapports nationaux, en y intégrant les recommandations issues de la Réunion d'examen par les pairs, en vue de préparer un rapport final du test pilote de SIMPEER.

Ces trois phases présentées sont complétées par une phase de diffusion des résultats, tant au niveau national que régional, pour permettre à toutes les Parties Contractantes et aux parties prenantes nationales, ainsi qu'aux autres partenaires, de tirer parti des résultats et des enseignements tirés.

Au cours de l'exercice biennal 2016-2017, le SIMPEER concerne trois Parties Contractantes qui ont confirmé leur intérêt pour participer au test pilote : la France, le Maroc et le Monténégro.

CHIFFRES-CLES

3 pays pilotes pour 2016-2017 :
France, Maroc et Monténégro

Budget : 69 K €



Mission au Maroc



Mission au Monténégro

Indicateurs / Tableau de bord de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable (SMDD) 2016-2025

Cette activité fait l'objet du point 3.3 de la SMDD 2016-2025 intitulé « Vers un système de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie et un tableau de bord régional ».

Un système de suivi global et d'indicateurs pertinents sont indispensables au suivi de la mise en œuvre de la Stratégie selon deux axes :

1. Suivre la mise en œuvre des actions recommandées dans la Stratégie : le niveau et les lacunes de mise en œuvre des objectifs en termes d'actions recommandées (par exemple, le nombre de pays mettant en œuvre une action) ;
2. Suivre les progrès des questions touchant au développement durable : le tableau de bord de la durabilité en relation avec les objectifs en termes de durabilité (par exemple, réduction des émissions de gaz à effet de serre).

Le processus du développement d'un tableau de bord du développement durable en Méditerranée présentant un jeu réduit d'indicateurs choisis parmi les plus représentatifs et les plus accessibles (mesurables avec des données disponibles) a été présenté en marge de la 16^{ème} réunion de la Commission méditerranéenne de développement durable (Marrakech, 9-11 juin 2015).

En 2016, le Plan Bleu a poursuivi les activités concernant les indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable (SMDD) 2016-2025 en relation avec l'adaptation des Objectifs de Développement Durable (ODD) à la région méditerranéenne.

Un atelier rassemblant des acteurs et experts méditerranéens, intitulé « Comment mesurer la mise en œuvre de la SMDD 2016-2025 ? » s'est tenu les 30 et 31 mars 2016 à Saint-Laurent du Var (France). Cet atelier visait à définir un processus régional de suivi de la mise en œuvre de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable 2016-2025, en lien avec l'adaptation des Objectifs de Développement Durable (ODD) à la région méditerranéenne, il a permis de sélectionner un premier jeu de 34 indicateurs pour les 6 objectifs de la stratégie.

Dans les mois qui ont suivi, une évaluation de ce premier jeu d'indicateurs et des « fiches indicateurs », éléments d'un tableau de bord du développement durable en Méditerranée, a été réalisée par le Plan Bleu. Une partie de ces indicateurs ont pu être renseignés à partir des données issues des sources internationales en particulier les agences spécialisées des Nations unies.

Un atelier a été organisé à Barcelone le 17 octobre 2016 dans le cadre de SwitchMed Connect 2016 lors du 2^{ème} rassemblement annuel du programme SwitchMed, financé par l'Union européenne (UE), réunissant plus de 300 intervenants méditerranéens dans le but de construire des synergies, échanger des connaissances et intensifier les innovations économiques et sociales. Cet atelier technique, organisé conjointement par le Plan Bleu et le SCP/RAC a permis de présenter et discuter d'une première version du tableau de bord du développement durable en Méditerranée, une première version du tableau de bord "Economie bleue" et présenter et recueillir les commentaires des pays sur la version préliminaire du jeu d'indicateurs CPD.



Après cet atelier, une deuxième version du recueil de fiches « indicateurs de la SMDD » a été élaboré et publié sur le site web du Plan Bleu en janvier 2017.

L'état d'avancement du tableau de bord de la SMDD a été présenté à la réunion du comité de pilotage de la CMDD (Athènes, janvier 2017), puis une consultation des membres de ce comité a permis de recueillir des commentaires sur l'ensemble de la liste d'indicateurs et sur certains indicateurs.



Atelier « Comment mesurer la mise en œuvre de la SMDD 2016-2025 ? », Saint-Laurent du Var, France, 30-31 mars 2016

INTÉGRER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE COMME UNE PRIORITÉ

MedCop Climat, Tanger, Maroc, 18-19 juillet 2016

Cette conférence régionale a visé à développer les synergies entre les différents acteurs de la Méditerranée engagés dans la lutte contre le changement climatique et à favoriser la mise en oeuvre d'une véritable feuille de route pour l'atténuation et l'adaptation. Le Plan Bleu est intervenu en particulier dans le Grand Débat «Engagements méditerranéens face au défi de la mise en oeuvre», ainsi que lors d'un atelier back-to-back sur l'Economie verte en Méditerranée.



MedCOP Climat, Tanger, Maroc, 18-19 juillet 2016

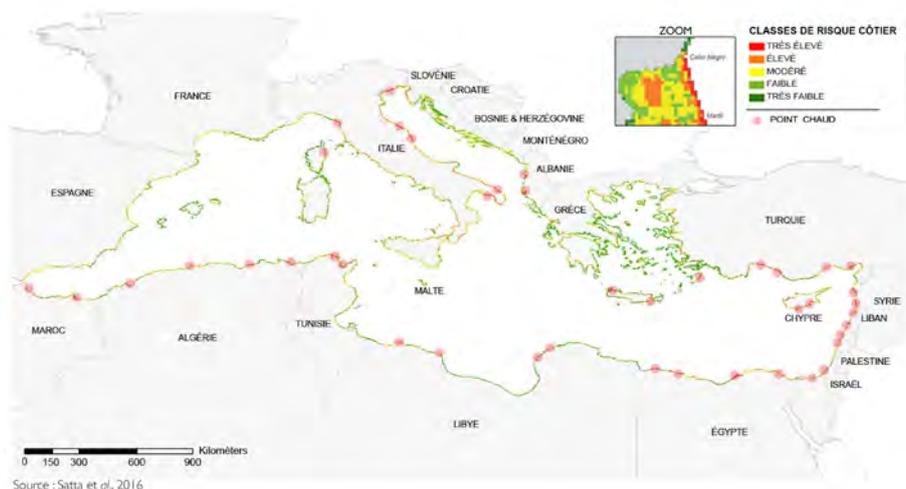
COP22 - 22ème Session de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, Marrakech, 7-18 novembre 2016

Lors de cette conférence internationale, le Plan Bleu a animé plusieurs événements parallèles :

- « **Vers un groupe d'experts sur les changements climatiques et environnementaux en Méditerranée (MedECC)** ». Lors de cet événement, les partenaires méditerranéens ont soutenu l'initiative des scientifiques au cours d'un débat de grande qualité qui a montré l'engagement de chacune et chacun pour relever le défi du changement climatique en Méditerranée.
- « **MedClimate Day** ». Organisé par ENERGIES 2050 et ses partenaires, le Plan Bleu et le FEMISE/Institut de la Méditerranée, cet événement a été l'occasion d'annoncer la publication du Rapport : « Les défis du changement climatique en Méditerranée : transformer les contraintes en opportunités d'agir ». Il a également permis de montrer comment le PAM/PNUE peut aider cette initiative de la MedCOPClimat à se développer ; notamment grâce aux réseaux universitaires, d'ONG, d'entreprises, de la société civile et des collectivités avec lesquels le Plan Bleu et les autres Centres d'Activité Régionales travaillent pour développer des cadres stratégiques, comme des opérations pilotes et des initiatives phares, permettant des avancées concrètes sur le terrain. La Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD), le Cadre Régional pour l'adaptation au Changement Climatique, le protocole Gestion intégrée des zones côtières, le Protocole relatif aux aires spécialement protégées et le Plan d'Action pour la Consommation et la Production Durable ont ainsi été présentés.
- « **Renforcer la surveillance du risque climatique : une méthode d'évaluation du risque côtier à différentes échelles pour la Méditerranée** ». La région méditerranéenne est un « point chaud » du changement climatique et il est essentiel d'étudier le rôle des forçages climatiques et non climatiques sur les zones côtières pour comprendre les risques sous-jacents et identifier des mesures d'intervention appropriées. Le Plan Bleu et la Fondation MEDSEA ont organisé une session ayant pour objectif la présentation d'un Indice du Risque Côtier et les résultats de sa mise en oeuvre à l'échelle du bassin méditerranéen et pour deux cas d'études locaux (la zone côtière de Tétouan au Maroc et celle du Var en France). Cette session a montré dans quelle mesure l'indice du risque côtier est un outil robuste qui soutient le processus décisionnel dans l'adaptation au changement climatique en zone côtière méditerranéenne et ses potentialités pour s'appliquer à d'autres régions du monde.



Session sur l'Indice du Risque Côtier, Marrakech, 11 novembre 2016



Carte régionale de l'évaluation des risques côtiers

La carte régionale de l'évaluation des risques côtiers ci-contre met en évidence, selon la méthode CRI-MED développée pour le Plan Bleu par la fondation MEDSEA, l'ensemble des sites côtiers les plus à risque.

L'objectif est de déboucher sur la prise de conscience locale du risque et de prioriser des actions de gestion concrètes et préventives portées par le niveau local et associant les populations concernées.

Zones côtières et adaptation au changement climatique

Un Programme d'Aménagement Côtier (PAC) est mis en œuvre dans le département du Var en France. Ce PAC est coordonné par le PAP-RAC et le Conservatoire du Littoral et le Plan Bleu a participé aux comités de pilotage organisés en mars et novembre 2016. Le Plan Bleu a appliqué la méthodologie de l'« indice des risques côtiers », en étroite collaboration avec la Fondation MEDSEA. Ce travail a donné le jour à un rapport technique détaillé présentant la délimitation d'une zone d'aléas côtiers dans laquelle le niveau de risque est quantifié et hiérarchisé. Des cartes de vulnérabilité, d'exposition et d'impacts ont également été élaborées pour l'ensemble de la façade maritime du Var, ainsi qu'un zoom pour la presqu'île de Giens, la ville de Grimaud et la ville de Saint-Raphaël.

Partenaires : UNEP/MAP, MEDPOL, CAR-PAP, CAR-ASP, Fondation MEDSEA, Conservatoire du Littoral, MedPan



Construire une Interface Science Politique sur les changements climatiques et environnementaux en Méditerranée : Vers la mise en œuvre d'une Initiative phare de la SMDD 2016-2025 ?



la Méditerranée : l'initiative phare relative à cet Objectif 4 recommande de créer un mécanisme régional d'interface science-politique en vue de préparer des évaluations scientifiques régionales consolidées et des orientations sur les tendances du changement climatique, les impacts et les options en matière d'adaptation et d'atténuation.

Faisant suite à l'une des principales recommandations de l'Agenda Positif Méditerranéen - Solutions de la MEDCOP21 (Marseille, juillet 2015), au cours d'un événement parallèle à la Conférence Our Common Future under Climatic Change (CFCC) à Paris, France, le 9 juillet 2015, la décision a été prise de mobiliser un réseau d'experts scientifiques travaillant vers une interface régionale science-politique sur les changements climatiques et environnementaux en Méditerranée. La construction de ce réseau répond à plusieurs intentions existantes d'institutions régionales, notamment (i) le PNUJ/PAM à travers la SMDD 2016-2025 et le Cadre régional pour l'adaptation au changement climatique en Méditerranée ; et (ii) le Groupe d'Experts sur les Changements Climatiques de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

Ce réseau s'appuie par ailleurs sur plusieurs partenaires régionaux et méditerranéens : le programme français de recherche internationale MISTRALS, le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) en lien avec la Banque mondiale, l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, France), la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (France), le conseil consultatif pour le développement durable de la Catalogne du gouvernement de Catalogne (CADS, Espagne), etc. Le réseau MedECC bénéficie aussi d'une reconnaissance croissante de la part de plusieurs pays méditerranéens auprès desquels il a su se rendre visible depuis sa création, notamment au cours de différents événements parallèles des COP 21 et 22 de la CCNUCC.

Une importante étape a été franchie avec l'Atelier régional du Réseau MedECC (Aix-en-Provence, France, 10-12 octobre 2016). Cofinancé par la Principauté de Monaco, cet atelier a reçu le label COP22 de la CCNUCC et a rassemblé 68 participants de 16 pays. Cet atelier correspondait à une interface science-politique, les participants représentant à la fois les milieux scientifiques et des décideurs. L'objectif de cet atelier était de définir la portée et la structure thématiques du premier rapport MedECC Evaluation des forces motrices et des risques environnementaux et liés au changement climatique en Méditerranée, y compris les solutions.

Les prochains ateliers thématiques sont prévus en 2017-2018, regroupant les coordinateurs et les principaux contributeurs aux trois chapitres principaux du premier rapport MedECC. La finalisation et la publication du premier rapport MedECC sont prévues d'ici fin 2018 (si un financement suffisant peut être trouvé).

En termes de défis, 18 mois après son lancement, l'initiative MedECC a réussi d'une part à construire et mobiliser un réseau d'experts scientifiques et d'autre part à obtenir une reconnaissance politique de la part de pays méditerranéens et d'organisations régionales, même si ces deux composantes restent à consolider. L'objectif est désormais de pérenniser et institutionnaliser le réseau en affirmant la gouvernance et en publiant le premier rapport à l'horizon fin 2018. La poursuite et la réalisation de ces objectifs généraux sont tributaires de l'obtention de financements auprès de plusieurs sources.

Partenaires : Programme français de recherche internationale MISTRALS, Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) en lien avec la Banque mondiale, Institut de Recherche pour le Développement (IRD, France), Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (France), Conseil consultatif pour le développement durable de la Catalogne du gouvernement de Catalogne (CADS, Espagne).

MedECC a deux directions complémentaires :

- la production d'évaluations et d'une synthèse des connaissances sur les changements climatiques et environnementaux dans la Région Méditerranéenne ;
- la création d'une interface régionale science-politique sur les changements climatiques et environnementaux en Méditerranée.



© MedECC

Atelier régional du réseau MedECC, Aix-en-Provence, France, 10-12 octobre 2016

Etat d'avancement lié aux événements méditerranéens :

- Le réseau MedECC est intégré comme Solution N°2 à l'Agenda des Solutions de la MedCOP21, Marseille, France, 4-5 juin 2015 ;
- Deux événements parallèles sont organisés sous forme de tables rondes à la COP21-CCNUCC, Paris, France, 4-5 décembre 2015 ;
- Le réseau MedECC participe à la MedCOP Climat 2016, Tanger, Maroc, 18-19 juillet 2016 ;
- Un événement parallèle est organisé sous forme d'une table ronde à la COP22-CCNUCC, Marrakech, France, 14 novembre 2016.
- Réunions du comité de pilotage : 7-8 avril 2016 à Barcelone ; 26 janvier 2017 par visio-conférence (gouvernance et plan de travail 2017) ; 13-14 mars 2017, en back-to-back avec les réunions du Groupe de travail Environnement et Climat et du Groupe d'Experts Changement Climatique de l'UpM.

MED-ESCWET, Evaluation économique des services écologiques rendus par les zones humides dans le cadre du changement climatique en Méditerranée

Les activités du projet Med-ESCWET, initié en 2014 par le Plan Bleu en partenariat avec la Tour du Valat, se sont achevées en 2016. Ce projet sur l'évaluation économique des services écosystémiques fournis par les zones humides en Méditerranée en termes d'adaptation au changement climatique, est co-financé par la fondation Prince Albert II de Monaco et la Fondation Mava.

Le projet Med-ESCWET a pour objectif général de promouvoir le rôle des zones humides dans l'adaptation au changement climatique. Il s'inscrit dans l'optique d'une adaptation fondée sur les écosystèmes, une vision reconnue et encouragée par la Convention sur la diversité biologique. Afin de sensibiliser les décideurs à l'importance des zones humides pour l'adaptation au changement climatique, le projet a entrepris de valoriser économiquement :

- le **service de protection contre les tempêtes rendu par la lagune côtière de l'Etang de Vic** (France),
- le **service de maîtrise des crues rendu par les plaines alluviales de Lonjsko polje** (Croatie),
- le **service de séquestration de carbone rendu par la lagune côtière de Burullus** (Egypte),
- le **service de séquestration de carbone rendu par les tourbières du Lac Yeniçağa** (Turquie).

En février 2016, s'est déroulé le dernier atelier de lancement du site pilote de la plaine inondable de Lonjsko Polje à Zagreb, avec pour objectif d'informer et sensibiliser les décideurs impliqués dans la gestion de la plaine inondable de Lonjsko polje sur le contenu et la durée de l'étude menée sur le site pilote, afin de faciliter la mise en œuvre des activités sur le terrain. L'évaluation biophysique des 4 services écologiques retenus a été réalisée et présentée aux membres du comité de pilotage Med-ESCWET lors d'une réunion qui s'est déroulée le 18 mai 2016 dans les locaux du Plan Bleu. La méthodologie retenue pour l'évaluation économique a également été présentée et discutée avec les membres du Copil puis mise en œuvre avec le soutien du bureau d'études Nomadeis et des partenaires locaux : Doga Koruma Merkezi (Turquie), Entente Interdépartementale de Démoustication (EID, France), WWF Adria (Croatie), l'Université de Tanta (Egypte) et l'Université Abant Izzet Baysal (Turquie).

Les résultats du projet Med-ESCWET ont été présentés lors d'un [atelier régional sur les services écologiques rendus par les zones humides méditerranéennes](#), organisé par le Plan Bleu à Sophia-Antipolis, France, le 19 septembre 2016. Un rapport technique intitulé « Evaluation économique des services rendus par les zones humides méditerranéennes en termes de régulation du climat » est en cours de publication et sera disponible en langues française, anglais et turque. Une synthèse de 4 pages sera également disponible prochainement sur le site du Plan Bleu en version anglaise et française.

Partenaires : Tour du Valat, Fondation Prince Albert II de Monaco, Fondation Mava , Doga Koruma Merkezi (Turquie), Entente Interdépartementale de Démoustication (EID, France), WWF Adria (Croatie), l'Université de Tanta (Egypte) et l'Université Abant Izzet Baysal (Turquie), Nomadéis.



© Mocvarni Krajobraz, Lonjsko polje Nature Park

Plaine inondable de Lonjsko Polje, Croatie

CHIFFRES-CLES

Durée du projet : 2 ans

Budget total : 471 k€

4 services écologiques retenus

4 sites pilotes



Tourbières du Lac Yeniçağa, Turquie

ACCOMPAGNER LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE VERTE ET BLEUE

Projet « Initiative pour une économie bleue et durable en Méditerranée occidentale »

Depuis décembre 2015, le Plan Bleu est partenaire du projet « West Med Maritime Initiative ». Ce projet vise à développer une initiative dédiée à l'économie bleue, intégrée et durable dans le bassin maritime infrarégional de la Méditerranée occidentale. Il est réalisé pour le compte de la CE - Direction générale des Affaires maritimes et de la pêche (DG MARE).

Trois partenaires, à savoir le cabinet de consulting Ecorys (Madrid et Bruxelles), le Plan Bleu et le bureau d'étude Stratégies Mer et Littoral, forment un consortium ayant pour objectif d'identifier des domaines pratiques de coopération afin de soutenir les pays riverains de la Méditerranée occidentale vers le développement d'une économie maritime durable.

La vision de l'Initiative Economie Bleue de la Méditerranée occidentale est formulée de manière à faire face aux grands défis environnementaux, transformer les activités économiques existantes pour les rendre moins polluantes et davantage prospères, et promouvoir des opportunités de croissance verte et bleue. La sécurité et la sûreté font également l'objet d'analyses car elles sont considérées comme une condition préalable au développement de cette initiative, ainsi que pour la poursuite des processus démocratique, de modernisation et de paix dans la sous-région.

La feuille de route de ce projet consiste à préparer une Initiative maritime pour la Méditerranée occidentale et à développer un plan d'action pour sa mise en œuvre. Elle débouchera sur une Communication de la Commission européenne.

Outre l'analyse et la synthèse de divers documents, l'engagement et l'implication des communautés d'acteurs, notamment maritimes, s'avèrent essentiel pour valider les résultats et veiller à ce que les intérêts et les préoccupations des décideurs politiques et autres parties prenantes soient pris en compte, ainsi que pour fournir le soutien nécessaire pour la mise en œuvre de l'initiative. Ainsi, le projet réalise plusieurs exercices de consultation pour garantir l'engagement des acteurs.

Impliqué dans l'ensemble des phases et des activités du projet, le Plan Bleu est un partenaire institutionnel clé en raison de son statut de Centre d'activités régionales du PNUE/PAM, de son rôle d'interface Science – Politique, et de son large réseau de décideurs politiques, acteurs de la société civile, représentants du secteur privé, organisations gouvernementales, milieux académiques, experts, etc. Le Plan Bleu est également responsable des analyses et synthèse concernant la dégradation environnementale de la Méditerranée occidentale, ainsi que des défis et besoins en matière de développement d'une économie bleue – robuste, équitable et durable – dans la région.

L'Initiative maritime pour la Méditerranée occidentale pourrait constituer une forme de déclinaison, à l'échelle infrarégionale, de la SMDD 2016-2025 ; les échelles régionale et infrarégionale peuvent faciliter la déclinaison des politiques globales/régionales en actions concrètes au niveau national.

Pour en savoir plus : <http://www.westmed-initiative.eu>

Partenaires : Ecorys et Stratégies Mer et Littoral



Barcelone, Espagne



CHIFFRES-CLES

Durée du projet : 22 mois

Budget : 65 K €



© Antoine Lafitte

Kerkennah, Tunisie

Soutenir « une économie bleue pour une Méditerranée en bonne santé » (Une économie verte dans un monde bleu)

En 2016, le Plan Bleu a poursuivi avec ses partenaires (CAR/PAP et SCP/RAC) la mise en œuvre du projet concernant « la mesure, le suivi et la promotion d'une économie écologiquement durable dans la région méditerranéenne » financé par la Fondation MAVA qui a débuté en juin 2015.

Ce projet vise en particulier à « identifier des indicateurs, sélectionner des outils et recommander aux politiques de promouvoir l'économie bleue, définie comme une économie durable en région méditerranéenne pour une évaluation et une protection des écosystèmes ».

En 2016, les activités ont principalement concerné :

- L'organisation de la journée de la côte méditerranéenne le mardi 27 septembre à Barcelone par le CAR/PAP, le SCP/RAC et le Plan Bleu,
- Un atelier organisé à Barcelone le 17 octobre 2016 dans le cadre de SwitchMed Connect 2016 (voir activité « Indicateurs ») qui a permis entre autres de présenter et discuter une première version du tableau de bord "Economie bleue",
- La réalisation de l'étude sur « la mesure et le suivi de l'économie bleue en Méditerranée », basée sur une étude de cadrage réalisée en 2015, et dont l'objectif est la proposition d'un tableau de bord.

Une conférence finale aura lieu en mai 2017. Elle débutera par une réunion du comité de pilotage, elle permettra de présenter les travaux réalisés sur les indicateurs de l'économie bleue en Méditerranée et son tableau de bord, puis de débattre des suites possibles sur la mise en place de tableau de bord et plus généralement, des enjeux de l'économie bleue en Méditerranée en essayant de proposer des recommandations.

Partenaires : CAR/PAP, CAR/CPD, Fondation MAVA

ActionMed (Action Plans for Integrated Regional Monitoring Programmes, Coordinated Programmes of Measures and Addressing Data and Knowledge Gaps in Mediterranean Sea)



© Lina Tode

Ce projet pilote de la DG Env (11/2015-01/2017) coordonné par le Hellenic Center for Marine Research (HCMR) a pour objectif de renforcer l'intégration régionale des programmes de surveillance de l'environnement marin et des programmes de mesures pour atteindre le bon état écologique (BEE) en Méditerranée. Dans le prolongement de son rôle dans EcAp, le

Plan Bleu est partenaire associé du PAM, en charge de l'évaluation économique des programmes de mesure. Ainsi le Plan Bleu a produit un rapport d'analyses coût-bénéfice, coût-efficacité et multi-critères de quatre mesures régionales : l'introduction d'une taxe sur les sacs en plastique, l'introduction de la redevance non-spécifique pour l'utilisation des installations de réception de déchets dans les ports, les initiatives « fishing-for-litter », et l'extension de la surface actuelle des aires marines protégées en Méditerranée. De plus, le rapport comprend une étude méthodologique pour l'application pratique d'analyses socio-économiques pour le développement de programmes de mesures en Méditerranée.

L'atelier final du projet a eu lieu à Venise, Italie, du 10- au 12 janvier 2017. Le projet a été clôturé fin janvier 2017 et ses livrables sont actuellement en cours de validation par la DG Env.

Partenaires : Hellenic Center for Marine Research (HCMR), PAM

CHIFFRES-CLES

Durée du projet : 2 ans

Budget : 381 K €



Atelier à Barcelone, 17 octobre 2016

CHIFFRES-CLES

Durée du projet : 15 mois

Budget : 199 K €

InnoBlueGrowth, projet horizontal de capitalisation et de communication pour l'innovation appliquée à la croissance bleue en Méditerranée



Project co-financed by the European Regional Development Fund

Le projet InnoBlueGrowth ou « projet horizontal de capitalisation et de communication pour l'innovation appliquée à la croissance bleue en Méditerranée » du programme INTERREG MED 2014-2020 a débuté en 2016. Le Plan Bleu est partenaire de ce projet d'une durée de 3 ans, coordonné par CoNISMA – Consorzio Nazionale Interuniversitario per le Scienze del Mare, et dont le budget s'élève à 1,47 millions d'euros. Les autres partenaires du projet sont :

- Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME)
- Commission Interméditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM)
- National Technical University of Athens (NTUA)
- Université de Monténégro – Institut de Biologie Marine

L'objectif d'InnoBlueGrowth est d'accroître l'activité transnationale de clusters innovants pour développer une croissance intelligente et durable en Méditerranée. Le projet InnoBlueGrowth devra principalement assurer des activités de communication et de capitalisation autour de projets "modulaires" (études, projets pilotes) portant sur la croissance bleue afin d'augmenter leur impact dans la réalisation d'objectifs communs bien définis. Dans le cas d'InnoBlueGrowth, ces activités se focalisent sur l'accroissement de l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants de secteurs clés en Méditerranée. Quatre projets modulaires ont d'ores et déjà été intégrés au projet InnoBlueGrowth : MAESTRALE, PELAGOS, PROteuS et i@Blue. Ils mettent l'accent sur le développement d'une énergie bleue renouvelable et la surveillance maritime.

InnoBlueGrowth mettra en œuvre des actions concrètes – une stratégie de communication, des initiatives de développement communautaire et des événements de capitalisation, entre autres – afin de construire une véritable communauté de projets modulaires, portant sur la croissance bleue. Cette communauté innovante permettra le renforcement d'une approche transversale et intégrée entre les projets modulaires et les acteurs clés transnationaux, indispensable pour soutenir les clusters méditerranéens dans leurs activités transnationales.

Par ailleurs, cela facilitera la diffusion et la transférabilité des résultats des projets modulaires et, par conséquent, permettra un impact plus large et plus fort vers les acteurs extérieurs à tous niveaux, contribuant ainsi au développement socio-économique durable de la région méditerranéenne à travers des investissements novateurs dans le secteur de l'économie bleue.

Des partenaires du projet InnoBlueGrowth se sont réunis pour une première réunion le 9 novembre 2016 à Nice, puis lors du lancement officiel, du 12 au 14 décembre dernier, à Athènes, dans les locaux de l'École d'architecture navale et d'ingénierie marine de l'Université technique nationale d'Athènes.

Partenaires : Ecorys, Stratégies Mer et Littoral, Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME), Commission Interméditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM), National Technical University of Athens (NTUA), Université de Monténégro – Institut de Biologie Marine

CHIFFRES-CLES

Durée du projet : 3 ans

Budget : 1,47 millions d'euros



Apporter un éclairage socio-économique pour une gestion appropriée des ressources méditerranéennes

Relance des activités « Tourisme et durabilité »

L'Atelier régional « Quelle contribution du tourisme à un développement durable et inclusif des territoires au Sud et à l'Est de la Méditerranée », organisé en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD) à Marseille les 23-24 mai 2016, a permis de développer une vision partagée et des approches concrètes pour renouveler les modèles touristiques dans la région, comportant une amélioration et une diversification du tourisme balnéaire, ainsi qu'une réflexion sur les politiques publiques pouvant favoriser un développement équilibré des pays et des destinations grâce au tourisme.

Le tourisme est un secteur étroitement lié à l'approche de la SMDD 2016-2025, qui vise à investir dans la durabilité environnementale pour réaliser le développement social et économique.

De plus, les Nations Unies ont déclaré 2017 « **Année internationale du tourisme durable pour le développement** », tandis que l'ONU a lancé en 2014 le Programme Tourisme durable dans le Cadre décennal des programmes de consommation et de production durables (10YFP), approuvé lors du sommet Rio + 20 en 2012.

Faisant suite à la production de deux rapports techniques et à un état des lieux des travaux sur le tourisme au sein du système PAM, le Plan Bleu a entrepris la définition de lignes directrices pour le tourisme durable en Méditerranée. Ces lignes directrices sont liées à la Vision, à la Structure et aux Objectifs de la SMDD 2016-2025, en tenant compte du Protocole sur la Gestion Intégrée des Zones Côtières pour la Méditerranée (Protocole GIZC) et du Plan d'Action Régional pour la Consommation et la Production Durables, ainsi que d'autres processus et politiques du PAM.

Les lignes directrices pour un tourisme durable en Méditerranée ont bénéficié des contributions de l'ensemble des CAR du système PAM. Cette approche devrait être poursuivie dans le cadre d'un vaste processus de consultation inclusif impliquant les membres de la CMDD, les points focaux nationaux et les principales parties prenantes. Ces lignes directrices ont fait l'objet de la publication d'une [Note du Plan Bleu](#).



Nice, France

Le tourisme est vital pour de nombreux pays méditerranéens, en tant que pilier majeur des économies méditerranéennes.

Les destinations méditerranéennes ont développé un mélange unique de produits touristiques couvrant les loisirs, la santé, les sports, la nature, les affaires, ainsi que la croisière et la culture. Cependant, la croissance économique liée au secteur touristique a souvent été au détriment de l'intégrité environnementale et de l'équité sociale. Le tourisme est encore un secteur économique majeur dans les pays méditerranéens, créant de la richesse et des emplois mais affectant l'environnement et les ressources naturelles.

BleuTourMed - Tourisme durable maritime et côtier dans la région méditerranéenne



Projet cofinancé par le Fonds européen de développement régional

Le Plan Bleu est l'un des six partenaires du projet **BleuTourMed**, qui vise à soutenir le Tourisme Durable Maritime et Côtier dans la région méditerranéenne. Construit sur la base d'un partenariat transnational doté de compétences et connaissances solides sur la gestion intégrée des zones côtières et sur les politiques de tourisme durable, BleuTourMed a pour objectif de mettre en réseau les projets Modulaires sélectionnés dans le cadre de l'Objectif Spécifique 3.1 du Programme Interreg Med 2014-2020 (Financement FEDER). Cet Objectif Spécifique vise à créer un cluster de projets capable de renforcer la coopération pour la protection et la promotion des ressources naturelles et culturelles dans la région Méditerranée, à travers une stratégie cohérente de développement de Communauté, de Communication et de Capitalisation.

Partenaires : Arc Latin, Barcelona Provincial Council, Union des Université Méditerranéennes (UNIMED), Panteion University of Social and Political Sciences, Adriatic and Ionian Euroregion

CHIFFRES-CLES

Durée du projet : 3 ans (novembre 2016 – octobre 2019)

Budget : 1,4 M €

Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux

L'année 2016 a vu la finalisation du projet « Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux » financé par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), et mis en œuvre conjointement par le Plan Bleu et le Secrétariat du Comité de la FAO *Silva Mediterranea* dans cinq pays du pourtour méditerranéen (Algérie, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie).

Ce projet comprend cinq axes d'intervention prioritaires :

- Intégration des impacts du changement climatique dans les politiques de gestion forestières et production de données et d'outils relatifs à la vulnérabilité et à la capacité d'adaptation des forêts.
- Estimation de la valeur économique et sociale des biens et services rendus par les écosystèmes forestiers méditerranéens.
- Amélioration des modes de gouvernance des écosystèmes boisés à l'échelle des territoires.
- Optimisation et valorisation du rôle d'atténuation des forêts méditerranéennes (puits de carbone) via l'élaboration d'outils méthodologiques.
- Renforcement de la coordination et des échanges d'expériences entre acteurs de la Méditerranée au travers du Partenariat de collaboration sur les forêts méditerranéennes.

A des degrés divers, les politiques forestières mises en œuvre dans les pays du PCFM apportent déjà en partie des réponses aux nombreux défis qui se posent. Cependant, ces politiques ne prennent pas suffisamment en compte la valeur des biens et services fournis par les espaces boisés dont d'autres secteurs de l'économie bénéficient (tourisme, élevage, eau, etc.) et ce, autant au niveau local, national, qu'international. Or, les défis liés notamment aux changements globaux qui se posent aujourd'hui ne pourront être relevés que par une meilleure connaissance et reconnaissance de cette valeur tant économique que sociale et par une meilleure coordination des acteurs. Il apparaît alors essentiel de renforcer les modes de gouvernance territoriale en prenant davantage en compte les besoins et les contraintes des populations usagères de ces espaces. De même, dans un contexte caractérisé par une compétition sur les usages de l'eau entre les différents secteurs, inciter les acteurs à gérer et à restaurer les espaces boisés méditerranéens avec une perspective de fourniture durable en eau est primordial.

Les études concernant l'évaluation économique des écosystèmes sont rares dans ces pays alors même qu'elles sont indispensables pour orienter les politiques publiques. C'est pourquoi, en étudiant comment optimiser la production de biens et de services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux, les composantes 2 et 3 de ce projet gérées par le Plan Bleu apportent des réponses et constituent un pas de plus en termes de connaissance et de reconnaissance des bénéfices socio-économiques apportés par les espaces boisés méditerranéens en proposant également des modes de gouvernance participatives adaptés aux différents contextes.

Les résultats nationaux et régionaux du projet ont été publiés sous diverses formes et seront présentés lors d'un événement parallèle de la 5ème Semaine des forêts Méditerranéennes au Maroc la semaine du 20 au 24 Mars 2017.

Partenaires : Comité *SilvaMediterranea* de la FAO, CTFC (Centre Tecnològic Forestal de Catalunya), EFIMED (Mediterranean Regional Office of the European Forest Institute), Cofor International



Maroc



Liban

Cinquième Semaine Forestière Méditerranéenne



Cinquième
Semaine Forestière
Méditerranéenne

Le Maroc accueillera la 5e édition de la SFM à Agadir, du 20 au 24 mars 2017. La question centrale sera : **comment des efforts sur la restauration des forêts et des paysages méditerranéens pourront contribuer à atteindre des objectifs globaux sur ces questions ?** (tels que le Défi de Bonn, l'Objectif d'Aichi n° 15 de la CBD, l'objectif de la CNULCD de neutralité en terme de dégradation des terres, l'accord de Paris sur le climat et les décisions qui seront prises à la COP 22 de la CCNUCC à Marrakech et l'ODD n° 15).



La 5e SFM visera à promouvoir à l'échelle méditerranéenne la thématique de la restauration, à fédérer autour des forêts différentes initiatives en cours en lien avec les conventions de Rio, et à concrétiser ces initiatives à travers un agenda d'actions ambitieux sur le terrain, en mobilisant collectivement l'ensemble des partenaires techniques et financiers des pays de la région du pourtour de la Méditerranée.

Le Plan Bleu est membre organisateur de cet événement, et plus particulièrement des sessions suivantes :

- **État des lieux : exemples de réussite, lignes de base de la restauration autour de la Méditerranée**

Cette session a pour but d'apporter un éclairage sur les activités liées à la restauration au niveau régional, en illustration des grands principes présentés lors de la première session le lundi après-midi. Cet éclairage sera structuré autour de deux interventions orales, accompagnées d'exemples concrets d'initiatives de restauration, réussies ou non.

- **Gouvernance locale : enjeux, méthodes et cas concrets**

Cette session fait partie intégrante de l'état des lieux de la restauration en Méditerranée et a pour but de fournir des exemples de cas concrets, réussis ou non, d'initiatives de restauration des forêts et paysages méditerranéens ayant abordé la problématique de la gouvernance lors de leur mise en œuvre, dans l'optique de diffuser les bonnes pratiques (cas réussis) et d'identifier des difficultés éventuelles et leurs pistes de résolution.

- **Perspectives et obstacles pour le financement durable de la restauration des forêts et des paysages**

Les objectifs de cette session sont de partager les leçons apprises et les bonnes pratiques de la région méditerranéenne (et au-delà) en matières d'innovations pour le financement de la restauration, d'identifier les risques et barrières limitant le financement et proposer des approches d'atténuation des risques, présenter et discuter les opportunités émergentes de financement, et enfin, spécifier les éléments clés d'une stratégie de financement pour une possible Initiative Méditerranéenne de Restauration.

La Semaine Forestière Méditerranéenne (SFM) est l'un des principaux forums d'échanges sur les forêts méditerranéennes rassemblant des acteurs d'horizons très variés (administrations forestières, monde scientifique et universitaire, secteur privé, bailleurs de fonds, société civile et ONGs). Cet événement, qui se déroule tous les deux ans pendant une semaine, permet de nombreux échanges autour d'un thème sélectionné.

La vision de cette 5e SFM est une approche de la restauration qui nécessite une coordination intersectorielle destinée à promouvoir des territoires productifs et multifonctionnels avec un équilibre optimal et négocié avec les acteurs locaux en termes de fourniture des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux. Cette vision de la restauration des forêts et des paysages (RFP), aujourd'hui internationalement reconnue, permet de promouvoir des synergies entre les trois conventions de Rio et de contribuer aux Objectifs de Développement Durable (ODD).



Etat des forêts méditerranéennes - 2^{ème} Edition

Le Plan Bleu et le Comité *Silva Mediterranea* de la FAO souhaitent publier régulièrement l'état des forêts méditerranéennes en tant que manuel de référence sur les forêts méditerranéennes afin de compenser le manque de données et de fournir une base solide pour la gestion des forêts méditerranéennes à l'avenir.

La première édition a été publiée en 2013, la deuxième édition est en cours de préparation et sera publiée en 2018.

La question centrale à traiter par la 2^{de} édition de l'état des forêts méditerranéennes sera : Comment les forêts méditerranéennes contribuent-elles à atteindre les objectifs des engagements internationaux sur les forêts, en particulier les objectifs de développement durable (SDG 13 et 15) et les Conventions de Rio ?

Le rapport se composera de trois parties principales et de treize chapitres :

- **Partie 1 : Le paysage méditerranéen: importance et menaces**

Cette première partie fournira des statistiques descriptives sur les arbres (à l'intérieur et à l'extérieur des forêts) dans les paysages méditerranéens pour souligner leur importance. Il présentera également les menaces qui actuellement mettent en péril l'importance des arbres dans les paysages méditerranéens.

- **Partie 2 : Solutions basées sur les forêts méditerranéennes**

La deuxième partie présentera les solutions basées sur les forêts qui peuvent être mises en œuvre pour résoudre les menaces qui mettent en péril les forêts méditerranéennes. La caractéristique commune de ces solutions forestières est la valorisation des biens et services fournis par les forêts méditerranéennes à travers le développement durable local.

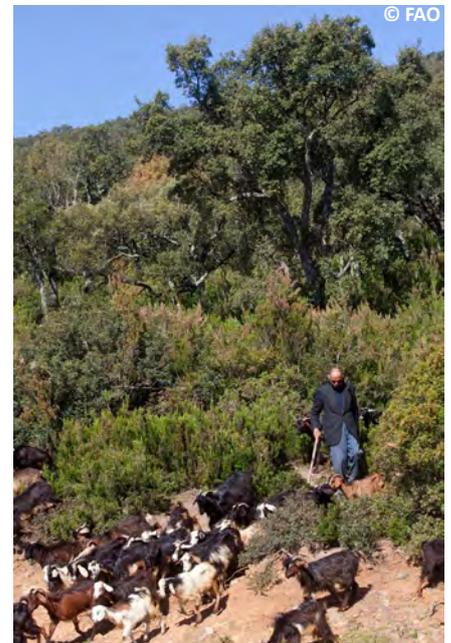
- **Partie 3 : Un environnement propice à la mise en œuvre de solutions**

La dernière partie présentera les conditions qui doivent être satisfaites pour étendre les solutions forestières présentées dans la partie 2. Elle élaborera les nouvelles approches conceptuelles de la gestion forestière qui sont nécessaires pour résoudre le paradoxe des forêts méditerranéennes.

Le Plan Bleu partage la coordination et la publication de l'ensemble du rapport avec le Comité *SilvaMediterranea* de la FAO.

Il coordonne et rédige la partie introductive qui met en avant les changements et évolutions du contexte socio-économique depuis la dernière édition. Il coordonne également et co-rédige le chapitre traitant de la valorisation économique des services écosystémiques pour une utilisation dans la prise de décisions.

Partenaires : Comité *SilvaMediterranea* de la FAO, FAO FLRM, FAO UPF, Univ. Madrid, University of Florence (Italy), Directorate General of Combatting Desertification and Erosion (Turkey), EFIMED, FSC Italy, FSC Spain, GDF Algeria, Univ. Sapienza, Italy, University of Lisbon and WWF Mediterranean Program (Portugal), INRA Avignon (France), Université catholique de Louvain (Belgium), GDF Tunisia, CIFOR-INIA (Spain), etc.



Massif de l'Esterel, France

PANACeA : Une initiative régionale de rationalisation en matière d'efforts de gestion dans les aires protégées pour une protection renforcée de la Mer Méditerranée



Depuis novembre 2016, le Plan Bleu est partenaire de PANACeA, projet cofinancé par le programme Interreg Med, qui vise à stimuler la création de réseaux d'acteurs (administrateurs, responsables politiques, agents socioéconomiques, société civile et communauté scientifique) autour des aires protégées méditerranéennes afin d'améliorer la conservation de la nature et la protection de la biodiversité dans la région. Pour ce faire, le projet met en place une communauté de 9 projets thématiques regroupant plus de 100 entités toutes impliquées – de près ou de loin – dans le soutien à la conservation de la biodiversité en Méditerranée et représentant un investissement total de près de 18 millions d'euros réparti sur trois ans.

Ces projets sont reliés à des objectifs stratégiques tels que la gestion côtière et marine, la protection de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources naturelles, la gestion des aires protégées, le changement global, la gouvernance et la coopération, ainsi que les méthodologies scientifiques et l'innovation.

PANACeA agit en tant qu'interface Science-politique (ISP) pour favoriser l'échange d'expériences et le partage de la connaissance et, ainsi, influencer un changement de comportement et de politique dans la région méditerranéenne.

La première grande étape du projet PANACeA est sa réunion de lancement qui regroupera à Marseille les 15 et 16 mars 2017 la communauté d'acteurs régionaux clés de la protection de la biodiversité en Méditerranée.

Partenaires : ETC-UMA, Université de Malaga (Espagne), Conférence des Régions Périphériques Maritimes, CRPM (France), UNIMED - Union des Universités de la Méditerranée (Italie), Aire métropolitaine de Barcelone en tant que Secrétariat général de Medcités (Espagne), Regional Environmental Centre - REC (Monténégro)

Principaux objectifs :

1. Synthétiser les résultats sur les efforts pour la protection naturelle et la préservation de la biodiversité ;
2. Impliquer une communauté d'acteurs et transférer les connaissances au-delà de la durée de vie du projet ;
3. Mettre en place une stratégie de communication et de transmission ;
4. Développer un outil de capitalisation à long terme garantissant l'application de politiques fondée sur les faits.

CHIFFRES-CLES

Budget : 1,5 M €
Durée : 36 mois



Ile de Porquolles, France

Mise en œuvre de partenariats public-privé pour la gestion des aires protégées en Méditerranée

Dans le cadre du partenariat entre l'AFD et le Plan Bleu, un projet exploratoire dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et des services écologiques (biodiversité), portant plus particulièrement sur la mise en œuvre des partenariats public-privé dans les aires protégées, a été lancé à l'automne 2016.

Ce projet s'inscrit dans le contexte d'un besoin de modèle global et intégré de gestion durable des aires protégées qui puisse répondre aux nouveaux enjeux politiques, socio-économiques et environnementaux de la région méditerranéenne. Ce modèle devrait pouvoir tirer parti des gisements de valeur économique pour contribuer à la conservation, être financièrement viable, engager les populations locales, qui sont des acteurs incontournables, et s'appuyer sur les capacités financières et techniques du secteur privé.

Cette approche offre un potentiel important au Sud de la Méditerranée à la fois en termes :

- de financement de la conservation (la plupart du temps à un très faible niveau, ce qui peut rendre purement virtuelles un certain nombre d'aires protégées, à la différence des pays du Nord où il existe souvent des financements UE, nationaux, régionaux, etc.)
- et d'implication des populations et acteurs locaux dans une gestion décentralisée, en lien avec les problématiques de la gestion des biens communs et du développement territorial.

Ce projet est construit en trois temps :

1. Développement d'un outil adapté aux aires protégées méditerranéennes à travers :

- Un inventaire de l'existant : ressources législatives et réglementaires, projets en cours ou échus, leçons à tirer,
- Un effort d'échanges, de capitalisation et d'articulation entre les résultats de cet inventaire et les approches de gouvernance participatives proposées aujourd'hui aux gestionnaires des aires protégées, afin de :
 - comprendre la raison d'être, les origines, principes, avantages et désavantages potentiels ou avérés des projets sur les aires protégées financés et gérés sur la base d'un PPP
 - développer une perspective opérationnelle du cycle de vie et des processus managériaux des projets PPP,
 - mettre en œuvre les outils permettant d'analyser et de comparer les différentes solutions de financement, en PPP ou en mode conventionnel.

2. Un focus sur quelques sites pilotes pour expérimenter les approches (vocation de test et de démonstration),

3. Un effort de capitalisation et éclairage régional ; un temps d'échange entre pays et institutions de la région méditerranéenne pour aboutir à des recommandations.

Cette approche en trois temps est fondamentale pour fournir des réponses concrètes aux gestionnaires, sur la base de sites qu'ils connaissent, tout en proposant et en valorisant une lecture politique et stratégique régionale de la gestion durable des aires protégées méditerranéennes. Ceci pour inciter un financement durable des aires protégées. En corollaire, renforcer l'engagement responsable du secteur privé quant à sa contribution au développement local et à la protection de l'environnement.

La première étape a permis la [publication d'un inventaire des dispositifs législatifs et réglementaires nationaux relatifs aux Partenariats Publics Privés \(PPP\) et susceptibles d'être applicables aux Aires Protégées \(AP\)](#). L'année 2017 sera quant à elle consacrée à développer une perspective opérationnelle du cycle de vie et des processus managériaux des projets PPP, et à réaliser une étude faisabilité sur un site sélectionné.

Partenaire : Agence Française de Développement

CHIFFRES-CLES

Budget : 50 K € (phase 1)
Durée : 1 an (phase 1)

Les objectifs :

- Le développement de Partenariats Public Privé de long-terme avec les opérateurs du secteur privé (en particulier du secteur touristique) et les populations locales en faveur de la conservation de la biodiversité et des aires protégées et d'une réduction directe de la pauvreté autour de sites ciblés.
- La contribution à la définition des politiques publiques de conservation à l'échelle nationale et régionale en diffusant les approches participatives de gestion durable des aires protégées et de partenariat public-privé-communautés locales.
- L'amélioration des modes de gouvernance des aires protégées au niveau des territoires afin de promouvoir, au niveau local, des stratégies de financement de la conservation et de réduction des pressions anthropiques sur les aires protégées méditerranéennes tout en garantissant aux usagers que les biens et services dont ils dépendent pourront être maintenus sur le long terme.
- Le développement d'activités génératrices de revenus, créatrices d'emploi et écologiquement soutenables, en particulier le développement de l'écotourisme, permettant de garantir des revenus incitatifs aux opérateurs privés impliqués dans les PPP et d'augmenter ceux des populations locales en adéquation avec les objectifs de conservation.

Communication

PRINCIPAUX EVENEMENTS

BIODIVERSITÉ

Forum 2016 des Aires Marines Protégées en Méditerranée, Tanger, Maroc, 28 novembre-1^{er} décembre 2016

CHANGEMENT CLIMATIQUE

COP 22 - 22^{ème} session de la Conférence des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Marrakech, Maroc, 7-18 novembre 2016

Atelier MedECC «Vers une meilleure évaluation scientifique du changement climatique et de ses impacts dans le bassin méditerranéen», Aix-en-Provence, France, 10-12 octobre 2016

MEDCOP Climat, 2^{ème} édition de la Conférence méditerranéenne sur le climat, Tanger, Maroc, 18 -19 juillet 2016.

DEVELOPPEMENT DURABLE

1^{ère} Réunion technique du Mécanisme simplifié d'examen par les pairs (SIMPEER) des stratégies nationales pour le développement durable, Barcelone, 18 octobre 2016

Atelier technique sur « comment suivre la mise en œuvre de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable 2016-2025 et le Plan régional sur la consommation et la production durable en Méditerranée ? », Barcelone, Espagne, 17 octobre 2016

Atelier régional « Comment mesurer la mise en œuvre de la SMDD 2016-2025 ? », Saint Laurent du Var, France, 30-31 mars 2016

EAU, ZONES HUMIDES

Atelier régional sur les services écologiques rendus par les zones humides méditerranéennes, Sophia Antipolis, France, 19 septembre 2016

2^{ème} réunion du Comité de Pilotage du projet Med-ESCWET, Sophia Antipolis, France, 18 mai 2016

Atelier de lancement du projet Med-ESCWET sur le site pilote de la plaine inondable de Lonjsko Polje (Croatie), Zagreb, Croatie, 3 février 2016

GOVERNANCE

Séminaire interne du Plan Bleu, Marseille, 15 mars 2016

MER

Atelier Renforcement de l'interface entre science et politique (ISP) dans le cadre du CORMON Biodiversité, Tanger, Maroc, 28 novembre 2016

Atelier Renforcement de l'interface entre science et politique (ISP) pour la mise en oeuvre du Programme Intégré de Surveillance et d'Evaluation du PNUE/PAM, volet Pollution, Marseille, France, 20-21 octobre 2016

Réunion du Groupe de correspondance sur la surveillance de la pollution (CORMON) Marseille, France, 19-21 octobre 2016

Atelier de consultation «Stratégie maritime Méditerranée occidentale», Marseille, 8 mars 2016

PROSPECTIVE

Atelier « Quelle prospective pour la Méditerranée ? », Feuille de route pour le rapport Med2050, Paris, 5 décembre 2016

TOURISME

Atelier « Tourisme et développement durable », Marseille, France, 23-24 mai 2016



Atelier régional « Comment mesurer la mise en œuvre de la SMDD 2016-2025 ? »



Atelier régional sur les services écologiques rendus par les zones humides méditerranéennes



Atelier ISP

PRINCIPALES PUBLICATIONS

BIODIVERSITÉ

Évaluation économique des services rendus par les écosystèmes : un outil pour le développement durable en Méditerranée ? (Note du Plan Bleu n°31 - [français](#), [anglais](#))

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Adaptation of Mediterranean Coastal Zones to the Impacts of Climate Change: The Plan Bleu Tools. (Publié dans l'Annuaire IEMed de la Méditerranée 2016 - [anglais](#))

Contributing to successful adaptation to climate change in Mediterranean coastal areas (Policy brief - [anglais](#))

A systemic and prospective sustainability analysis within the Šibenik-Knin County (Croatia) ([anglais](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE

Stratégie méditerranéenne pour le développement durable 2016-2025 : investir dans la durabilité environnementale pour atteindre le développement économique et social. ([français](#), [anglais](#))

Suivi de la mise en œuvre de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable 2016-2025 – version provisoire. ([français](#), [anglais](#))

Nouvelles en bref pour les parties prenantes : Révision de la SMDD - N°3 - mars 2016 ([français](#), [anglais](#))

FORÊTS

Guide pratique pour la mise en œuvre d'une gestion participative et durable des espaces boisés à travers des contrats gagnant-gagnant dans la forêt de la Maâmora : Exemple d'une gestion participative de la subéraie en forêt de la Maâmora – Maroc ([français](#))

Forêts méditerranéennes : un pas de plus vers une meilleure reconnaissance de leur valeur économique et sociale et vers une gouvernance participative et territoriale renforcée ([français](#), [anglais](#), [arabe](#))

Guide pratique pour la mise en œuvre d'une gestion participative et durable des espaces boisés dans les pays du Maghreb : Exemple de deux modèles socio-économiques étudiés initialement en forêt de la Maâmora (Maroc) et proposés pour les pays du Maghreb ([français](#), [arabe](#))

Estimation de la valeur économique et sociale des biens et services rendus par les écosystèmes forestiers méditerranéens : analyse critique et comparative des études en Algérie, au Liban, au Maroc, en Tunisie et en Turquie : synthèse régionale (Rapport technique - [français](#), [anglais](#))

Estimation de la valeur économique et sociale des services rendus par les écosystèmes forestiers méditerranéens. Rapports nationaux (Rapports techniques - [français](#), [anglais](#))

Améliorer la gouvernance des espaces boisés méditerranéens à travers la mise en œuvre de démarches participatives en Algérie, au Liban, au Maroc, en Tunisie et en Turquie : enseignements et possibles répliquions à l'échelle méditerranéenne : synthèse régionale (Rapport technique - [français](#), [anglais](#))

Améliorer la gouvernance des espaces boisés méditerranéens à travers la mise en œuvre de démarches participatives. Rapports nationaux (Rapports techniques - [français](#), [anglais](#))

GOVERNANCE

Les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les référentiels d'action au Sud et à l'Est de la Méditerranée (Cahier du Plan Bleu n°16 - [français](#) - [anglais](#))



LITTORAL

Application d'une méthode pour l'évaluation des risques côtiers du département du Var dans le cadre du programme d'Aménagement Côtier du Var (PAC-VAR). (*Rapport technique* - [français](#))

Vers un indice des risques côtiers en Méditerranée. (*Note du Plan Bleu n°28 - édition révisée* - [français](#), [anglais](#))

MILIEU MARIN

Rapport de l'atelier de lancement « Mise en œuvre de l'approche écosystémique en Méditerranée : renforcement de l'Interface entre la Science et la Politique » 15-16 décembre 2015. ([français](#), [anglais](#))

Brève sur l'interface science-politique (ISP) d'EcAp. ([français](#), [anglais](#))

TOURISME

Promouvoir un tourisme durable et inclusif en Méditerranée : lignes directrices pour un tourisme durable en Méditerranée. (*Note du Plan Bleu n°32* - [français](#), [anglais](#))

Mediterranean strategy for sustainable development (MSSD 2005-2015): assessment of tourism component (*Technical report* - [anglais](#))

Tourism and sustainability in the Mediterranean: key facts and trends (*Working document* - [anglais](#))

ARTICLES

Adaptation of Mediterranean Coastal Zones to the Impacts of Climate Change: The Plan Bleu Tools, Annuaire IEMed de la Méditerranée 2016

Adoption of the Mediterranean Strategy for Sustainable Development 2016-2025: Investing in environmental sustainability to achieve social and economic development. CIHEAM Watch Letter n°37, septembre 2016

En partenariat avec Econostrum :

Mieux protéger la biodiversité en Méditerranée. Publié le 22/12/2016. ([français](#), [anglais](#))

Mobilisation des experts face au changement climatique en Méditerranée. Publié le 19/09/2016. ([français](#), [anglais](#))

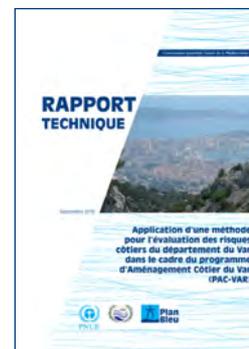
Changement climatique : une cartographie des zones côtières à risques dans le Var. Publié le 18/07/2016. ([français](#), [anglais](#))

L'avenir est au tourisme durable en Méditerranée. Publié le 13/06/2016. ([français](#), [anglais](#))

SMDD 2016-2025 : passer à l'action et en mesurer les effets. Publié le 02/05/2016. ([français](#), [anglais](#))

Pas de projet de développement sans études d'impact. Publié le 02/03/2016. ([français](#), [anglais](#))

Scientifiques et décideurs : comment mieux travailler ensemble ? Publié le 09/02/2016. ([français](#), [anglais](#))



RESSOURCES

L'ÉQUIPE EN 2016

Didier Anne-France, Directrice

Balavoine Juliette, Chargée de mission « Zones humides »

Bourlion Nelly, Chargée de programme « Ecosystèmes forestiers, biodiversité »

Clavreul Alyssa, Chargée de mission « Agriculture et biodiversité »

Dubreuil-Imbert Céline, Chargée de programme « Eau et changement climatique »

Dulbecco Sandra, Secrétaire bilingue, Assistante de direction

Ferrer Rémy, Chargé de mission « Système d'Information Géographique et Statistiques »

Giraud Jean-Pierre, Chargé de programme « Indicateurs et systèmes d'information »

Lafitte Antoine, Chargé de programme « Gestion intégrée des zones côtières »

Le Tellier Julien, Chargé de programme « Développement durable »

Mangin Catherine, Secrétaire bilingue

Olinger Aurélia, Comptable et contrôleur de gestion

Passerieux Charlotte, Chargée de mission « Système d'Information Géographique et Statistiques »

Rousseaux Hélène, Chargée de mission « Information-Communication-Web »

Tode Lina, Chargée de programme « Prospective et économie de l'environnement »

Expert associé : Sauzade Didier, IFREMER

Consultante long terme : [Murciano-Virto Carla](#)

Stagiaires : Yassine Rabab, Tambaktis Tom

MEMBRES DU BUREAU DE L'ASSOCIATION EN 2016

- **Thierry Lavoux**, Président
- **Jean de Montgolfier**, Trésorier et Secrétaire général
- **Christian Avérous**, Vice-Président
- **Aziza Akhmouch**, Vice-Présidente
- **Jacques Theys**, Vice-Président
- **Aldo Ravazzi Douvan**, Vice-Président
- **Lucien Chabason**, Président d'honneur



Séminaire interne du Plan Bleu, Marseille, 15 mars 2016

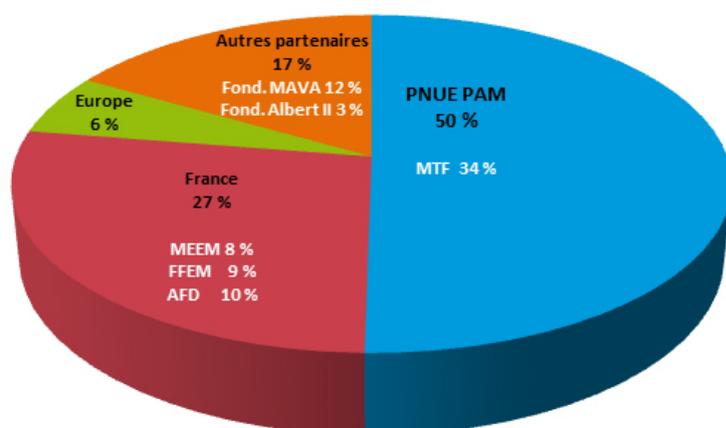
INFORMATIONS FINANCIERES

Ressources

En 2016, le total des produits d'exploitation a été d'environ 1,6 M€.

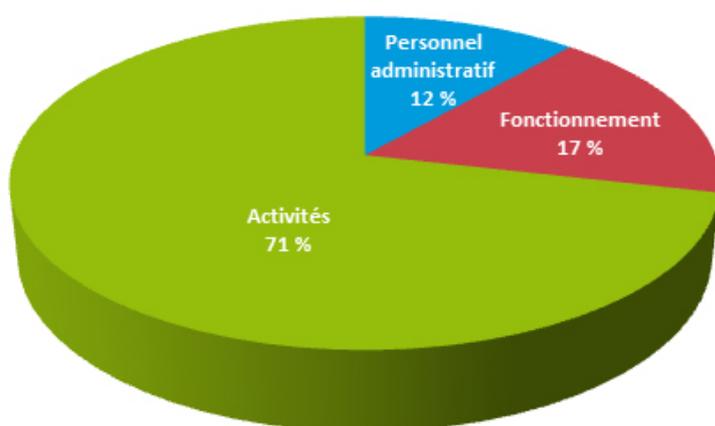
Le Plan Bleu a mobilisé également des contributions en nature pour un montant d'environ 364 k€ dont 283 k€ sous forme de mises à disposition de personnel et des locaux et 81 k€ sous forme de contributions des bénévoles (membres du Bureau).

La répartition des différentes contributions en espèces par origine fait apparaître quatre grandes sources de financement :



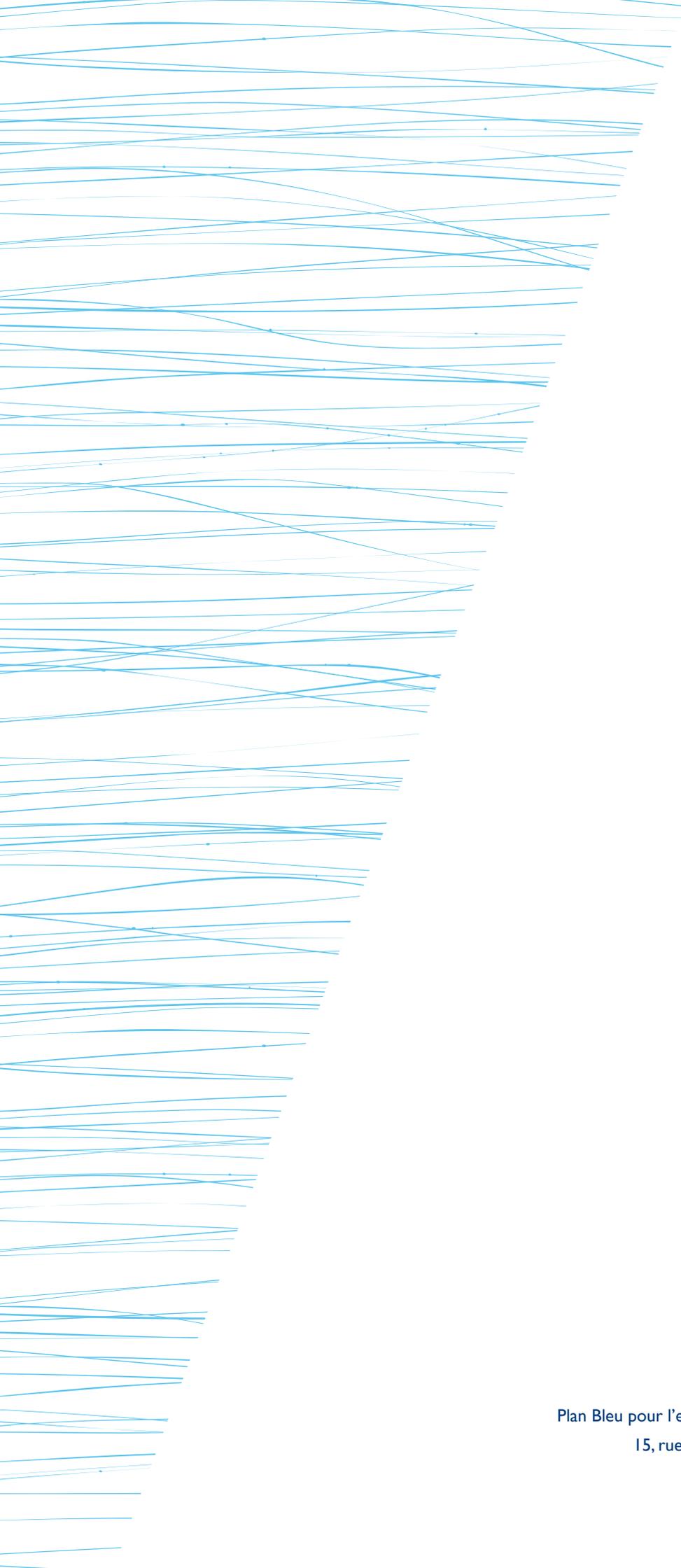
Utilisation des ressources

Les ressources financières et en nature utilisées représentent un montant total de 1,9 M€ réparti comme suit :



GLOSSAIRE

ABR (Approche Basée sur le Risque)
AFD (Agence Française de Développement)
AMP (Aires Marines Protégées)
ASCAME (Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée)
BEE (Bon Etat Environnemental)
CAR (Centres d'Activités Régionales)
CAR/PAP (Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires)
CBD (Convention sur la diversité biologique)
CCNUCC (Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques)
CMI (Centre pour l'intégration en Méditerranée)
CMDD (Commission Méditerranéenne de Développement Durable)
CNULD (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification)
COP (Conference of Parties)
CRPM (Commission Interméditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes)
EcAp (Approche écosystémique)
FEDER (Fonds Européen de Développement Régional)
FFEM (Fonds Français pour l'Environnement Mondial)
GIZC (Gestion Intégrée des Zones Côtières)
HCMR (Hellenic Center for Marine Research)
IMAP (programme de surveillance et d'évaluation intégrée)
IPEMED (Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen)
ISP (interface entre science et politique)
MEEM (Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer)
MTF (Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée)
NTUA (National Technical University of Athens)
PAC (Programme d'Aménagement Côtier)
PAM (Plan d'Action pour la Méditerranée)
PCFM (Partenariat de collaboration sur les forêts méditerranéennes)
PEV (Politique européenne de voisinage)
PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement)
PPP (Partenariat Public-Privé)
ODD (Objectifs de Développement Durable)
ONG (Organisation Non Gouvernementale)
QSR (Rapport sur l'état de la qualité de l'environnement)
RED (rapport sur l'environnement et le développement)
SCP/RAC (Centre d'activités régionales pour la Consommation et la Production Durables)
SEIS (Système d'information partagée sur l'environnement)
SFM (Semaine Forestière Méditerranéenne)
SIMPEER (Mécanisme simplifié d'examen par les pairs)
SMDD (Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable)
SNDD (Stratégies Nationales de Développement Durable)
UE (Union européenne)
UpM (Union pour la Méditerranée)



Plan Bleu pour l'environnement et le développement en Méditerranée
15, rue Beethoven, Sophia Antipolis, 06560 Valbonne, France
+33 (0)492 387 130 - www.planbleu.org